

Il est courant aussi de penser que les tentatives faites par les gouvernements nationaux pour se protéger contre ces changements ne sont pas seulement illusoires mais aussi dangereuses.

Il faut reconnaître que cela n'a pas empêché certains gouvernements de le faire. Aux États-Unis, une préoccupation sur le plan politique hante en ce moment certains milieux : le Japon, qui jouit d'un excédent commercial considérable, en dépit - ou peut-être en raison - de la récession qui a cours. Derrière des phrases sibyllines comme «des échanges plus libres» et «niveler le terrain des échanges» se cache souvent l'idée de remplacer la concurrence ouverte et basée sur des règles par un commerce géré, des quotas restrictifs et des balances commerciales réglementées.

De même, en Europe, on observe un certain appui de l'idée d'un bloc fermé et autonome. La libéralisation régionale et l'harmonisation des politiques sont certes des politiques louables lorsqu'elles visent à approfondir l'engagement de l'Europe envers la libéralisation des échanges. Cependant, ces objectifs deviennent moins admirables lorsqu'il s'agit aussi d'empêcher la concurrence mondiale, et surtout celle des producteurs à faibles coûts d'Asie et d'Amérique latine.

Heureusement ou malheureusement, on ne peut pas faire marche arrière dans la mondialisation. Comme la révolution industrielle du siècle précédent, le type de changements produits par l'évolution rapide de la technologie et par le système commercial libéralisé ont modifié pour toujours le paysage économique. Comme nous l'avons vu dans le cas de l'ancien bloc communiste, les efforts déployés pour faire échec à ces forces ont fini par échouer, avec l'effondrement du mur de Berlin, en grande partie parce que ces pays ont perdu du terrain dans la course technologique débridée. Les pays doivent soit s'adapter rapidement au changement, soit regarder leurs capacités de production se détériorer et leur niveau de vie baisser.

La principale leçon que le Canada doit retenir de la mondialisation est que nous ne pouvons aspirer à la croissance économique qu'en adoptant une politique commerciale ouverte et tournée vers l'extérieur. Dans la conjoncture économique qui a cours au pays - et qui est caractérisée par une dette privée et publique croissante, des taux d'imposition élevés et une consommation anémique - on ne peut pas s'attendre à déclencher une montée de la demande en trouvant le bon remède macro-économique. Pour être valable, toute stratégie de croissance nationale doit presque par définition reposer sur les exportations.

Ce n'est qu'en ciblant et en ajoutant de nouveaux marchés, en aidant nos sociétés à être concurrentielles sur ces marchés et en créant une base économique ouverte et tournée vers l'extérieur, tant pour les entreprises canadiennes qu'étrangères, que le gouvernement pourra espérer créer une croissance à long terme et des emplois.